



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE
L'ECONOMIE MARITIME

DON N° IDA 0400 GN

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Date début : le 13 Mars 2017 **Date limite :** le 27 Mars 2017

Clients : Le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime représenté par le Programme Régional des Pêches de l'Afrique de l'Ouest en Guinée (PRAO-Guinée)

Type : Sollicitation de Manifestation d'Intérêt

Titre : « *Services de Consultant pour l'Appui juridique aux activités de suivi, de contrôle et de surveillance* ».

1. Le Projet

Les Gouvernements de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Cabo Verde, Libéria, Sénégal, Sierra Léone, Guinée Bissau, Guinée et Ghana) ont bénéficié d'un financement de la Banque Mondiale et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) dans le cadre du Projet Régional des Pêches de Afrique de l'Ouest (PRAO). L'objectif général du PRAO est d'augmenter de manière durable les richesses générées par l'exploitation de ressources halieutiques dans les pays participants, et d'accroître les retombées positives de ces richesses sur les pays bénéficiaires.

2. Objectifs du projet

L'objectif principal du Programme Régional Ouest Africain en Guinée, à l'instar de tous les pays couverts par ce Programme, est l'augmentation d'une manière durable de la richesse globale produite par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées. Cet objectif devrait être atteint par:

1. le renforcement de la capacité des pays leur permettant de gérer et développer leurs pêcheries,
2. la réduction de la pêche illicite,
3. l'augmentation de la valeur et de la rentabilité produites par les ressources halieutiques et de la proportion de cette valeur capturées par les pays.

Les principaux enseignements qui justifient cet objectif se basent sur les impacts décevants de la faiblesse des bénéfices économiques et sociaux depuis l'acquisition de sa zone économique exclusive par le droit international de la mer, bien que la Guinée dispose des ressources halieutiques marines parmi les plus riches de la région ouest africaine. Depuis le milieu des années 90, les statistiques biologiques des principaux stocks exploités ne cessent de montrer des baisses inquiétantes de biomasse donnant des preuves évidentes de surexploitation et même d'épuisement pour un certain nombre d'espèces cibles. Ces stocks sont exploités aussi bien par la pêche industrielle que par la pêche artisanale opérée par les

pêcheurs légaux et illégaux nationaux et étrangers. Mais force est de constater que les bénéfices générés par ces ressources nationales profitent plus largement aux pêcheurs étrangers qu'aux pêcheurs nationaux en particulier et à la Guinée en général. Ceci vient du fait que la plupart du poisson capturé dans les eaux guinéennes n'est pas débarqué et transformé dans le pays, mais est plutôt acheminé directement aux ports étrangers où la valeur est ajoutée et des emplois créés.

Pour atteindre les objectifs précités, le Programme comportera les composantes et sous composantes communes à tous les neuf pays participants. Les composantes sont :

Composante 1. La bonne gouvernance et la gestion durable des pêches

- 1.1 Développer le cadre légal et opérationnel et renforcer les capacités institutionnelles
- 1.2 Maîtriser la capacité de pêche
- 1.3 Développer et mettre en œuvre des plans de gestion des pêches
- 1.4 Renforcer le système de collecte des données liées à la pêche, la compilation, la gestion, la diffusion et la communication d'une manière transparente

Composante 2. Réduction de la Pêche illicite

- 2.1 Environnement Permettant la Réduction de la Pêche Illicite
- 2.2 Système de suivi, Contrôle et Surveillance (SCS)

Composante 3. Augmenter la contribution des ressources halieutiques marines aux économies locales

- 3.1 Amélioration d'infrastructure de première vente et du traitement
- 3.2 Planification de gestion des débarquements et renforcement des capacités sanitaires

Composante 4. Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion du Programme

- 4.1 Mise en œuvre Nationale
- 4.2. Coordination Régionale

3. Objectifs de la mission

L'objectif général de l'activité vise la lutte contre la pêche INN à travers la mise à niveau des cadres, juridiques et judiciaires adéquats permettant une meilleure efficacité des actions de suivi contrôle et surveillance notamment en matière de prévention, de recherche et de répression des infractions.

Les activités à mettre en œuvre pour améliorer l'environnement , juridique et judiciaire des différents sous-systèmes de Suivi Contrôle et Surveillance (SCS) devraient permettre ainsi au Gouvernement guinéen d'accroître l'efficacité et l'efficacité de ceux-ci notamment sur le plan des options stratégiques et opérationnelles de surveillance à prendre et sur l'optimisation des capacités existantes en fonction des besoins prioritaires de l'aménagement des pêcheries et des objectifs de la lutte générale contre la pêche INN.

Par ailleurs, il est reconnu que la pêche INN n'est plus l'apanage unique de la pêche industrielle et qu'elle a plutôt tendance à croître dans les pêches artisanales. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que la lutte contre la pêche INN s'avère plus difficile dans les pêcheries artisanales pour plusieurs raisons et

notamment : i) les réticences à faire appliquer la réglementation dans ces pêcheries pour des considérations sociales et politiques ; ii) les spécificités de la pêche artisanale qui rendent inopérants et inefficaces les approches et moyens traditionnels utilisés dans le SCS (multiplicité des ports de débarquement, forte mobilité, émiettement et nombre important des unités de pêche etc.) ; iii) les coûts importants de la mise en œuvre du SCS dans les zones de pêche à petite échelle, d'où la nécessité de partager ces responsabilités et engager formellement les communautés de pêcheurs dans la mise en application des réglementations nationales et locales en collaboration avec les autorités en charge de la surveillance. L'objectif est donc de définir le cadre réglementaire pour la mise en œuvre concrète des différents aspects de cette surveillance participative.

Enfin l'objectif de cette étude vise la lutte contre la pêche INN à travers un cadre juridique et institutionnel et procédural qui permette un traitement efficace et transparent des infractions à la pêche.

Les objectifs spécifiques de cette mission sont donc :

- D'identifier les lacunes et faiblesses sur le plan juridique et réglementaire de l'ensemble du dispositif SCS actuel de la Guinée tant au niveau de ses obligations internationales que nationales et notamment dans le contrôle, le suivi et la surveillance de la mise en œuvre des mesures de gestion des différentes pêcheries. Cette analyse porte aussi bien sur le volet industriel qu'artisanal et vise l'intégralité de la filière (activités de pêche, transport, stockage, transformation, commercialisation etc....);
- De proposer les projets de textes réglementaires correctifs et complémentaires permettant de combler ces lacunes et faiblesses constatées ainsi que toutes mesures de nature institutionnelle et judiciaire;
- De définir le cadre réglementaire de la surveillance participative dans le contexte guinéen.
- A partir des dispositions du nouveau Code de la Pêche Maritime, à réviser et adapter les règles et procédures pour le traitement des infractions liées à la pêche, la fixation des sanctions, la gestion du produit des sanctions, le recouvrement et la ventilation des amendes ainsi que leur publication en ligne (site web) et dans les journaux.

4. Les tâches du Consultant

Sous l'autorité du Coordonnateur du PRAO-GN en étroite collaboration avec le Centre National de Surveillance des Pêches (CNSP), le service Juridique du Ministère en charge des Pêches ; la Direction Nationale de la Pêche Maritime (DNPM), les tâches assignées à la firme et sous contrat, consistent à mener les tâches suivantes :

Tâche 1: Identifier les lacunes et faiblesses sur le plan juridique de l'ensemble du dispositif SCS actuel de la Guinée tant au niveau de ses obligations internationales que nationales.

- a. Sous tâche 1.1 :
- Réaliser une étude diagnostic synthétique du système de SCS national existant et des « outils » utilisés (textes réglementaires, moyens de surveillance, procédures mises en œuvre etc...) et des résultats effectifs dans tous les aspects relatifs aux différents segments de la pêche industrielle et artisanale. Cette étude diagnostic vise l'intégralité de la filière (activités de pêche, transport, stockage, transformation, commercialisation etc....)
 - A partir de cette étude doivent être identifiées, de manière détaillée, les lacunes et faiblesses de l'ensemble du dispositif dans le domaine juridique et judiciaire, pour les outils utilisés dans le contrôle, le suivi et la surveillance des mesures de gestion des différentes pêcheries. Cette tâche comprend l'étude critique des textes juridiques actuels encadrant le SCS (code de la

pêche, textes réglementaires et plan de pêche annuel etc.,) et plus particulièrement les instruments permettant à la Guinée d'assurer ses responsabilités en tant qu'Etat de pavillon, Etat côtier et Etat de port.

b. Sous tâche 1.2

Identifier plus particulièrement les faiblesses et lacunes actuelles de l'ensemble des dispositions relatives notamment à la désignation des agents habilités, à leurs pouvoirs de recherche et de constatation des infractions, et aux procédures relatives à la constatation des infractions et de gestion de celles-ci que ce soit pour la pêche industrielle qu'artisanale.

c. Sous tâche 1.3

Evaluer l'environnement juridique national actuel ainsi que les instruments pertinents utilisés dans les différents aspects de la lutte contre la pêche INN au niveau bilatéral, sous régional et international et identifier les lacunes et faiblesses ;

L'étude diagnostic du système de SCS actuel doit servir de base de travail en vue de développer ultérieurement une stratégie de SCS et un plan d'action national pour lutter contre la pêche INN.

Tâche 2 : Proposer les mesures correctives dans le domaine juridique destinées à renforcer l'efficacité des outils SCS de la Guinée dans le cadre de la lutte contre la pêche INN

- a. Rédiger les projets des premiers textes juridiques complémentaires ou modificatifs prioritaires (y compris code de la pêche maritime) renforçant le cadre juridique du système de suivi, contrôle, surveillance et police des pêches en tenant compte :
- des résultats des évaluations effectuées dans le cadre de cette étude ;
 - de la liste des textes d'application prioritaires du nouveau code des pêches maritimes et identifiés par le service juridique du MPAEM et du CNSP;
 - des résultats spécifiques de la partie de l'étude sur le traitement des infractions liées à la pêche.

Pour cette tâche le nombre de textes juridiques à rédiger sera compris entre 4 et 6 textes et cette liste sera proposée par le consultant et validée par le MPAEM en fonction des priorités et objectifs retenus.

- b. Proposer les ajustements nécessaires et définir les cadres administratifs, réglementaires, juridiques et judiciaires permettant la mise en œuvre efficace de toutes les mesures du ressort de l'Etat en matière de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée que ce soit au niveau international ou national (plan de mise en œuvre).
- c. Rédiger les documents introductifs et argumentaires appuyant la présentation des projets de textes et d'ajustement des cadres réglementaires, administratifs, juridiques et judiciaires auprès des autorités guinéennes.

Tâche 3 : Etude sur le cadre réglementaire de la surveillance participative.

- Identifier les différents éléments composant la surveillance participative, sur la base des meilleures pratiques/expériences les plus pertinentes à l'international. Les objectifs et enjeux de la surveillance participative seront traités dans cette partie.
- Identifier et analyser les expériences guinéennes en matière de surveillance participative (organisée ou non).
- Identifier et décrire les différents aspects et niveaux d'actions possibles dans la surveillance participative et notamment ses relations avec les autorités en charge de la surveillance que ce soit en matière de surveillance des activités de la pêche industrielle que des activités de la pêche artisanale. L'étude doit comprendre un volet spécifique sur les aspects relatifs aux sanctions. L'étude doit également porter sur la mise en œuvre de la surveillance participative dans le contexte particulier de la cogestion et plus particulièrement des droits d'utilisation territoriaux (TURF). Pour chacun des niveaux identifiés de la surveillance participative, il faudra définir les prérequis et conditions de mise en œuvre au niveau institutionnel et juridique en les adaptant au contexte guinéen.
- Identifier le cadre réglementaire à mettre en œuvre et rédiger les projets de textes réglementaires à prendre ou à modifier pour encadrer la surveillance participative.

Tâche 4 : traitement des infractions

- a. Faire un inventaire de l'arsenal juridique guinéen actuel relatif au traitement des infractions à la Pêche Maritime et identifier les lacunes et les faiblesses.
- b. Réaliser un inventaire exhaustif des procédures actuelles de traitement des infractions constatées par les différentes Administrations tant au niveau de la pêche industrielle, que de la pêche artisanale et autres activités liées à la pêche en identifiant notamment, les lacunes et les faiblesses au regard des objectifs de transparence et d'efficacité.
- c. Réaliser une étude comparative des procédures et textes réglementaires relatifs au traitement des différentes infractions à la pêche dans 3 ou 4 pays de la sous-région à identifier en liaison avec la CSRP en tirant profit de la documentation disponible pour en tirer les meilleurs enseignements en vue de les adapter si nécessaire au contexte guinéen dans un souci d'harmonisation au niveau sous régional.
- d. proposer une meilleure procédure de traitement des infractions de la pêche industrielle, et artisanale ainsi que des activités connexes qui recouvre les aspects suivants :
 - Processus de traitement des procès-verbaux d'infractions tant du point de vue de la pêche industrielle que de la pêche artisanale et des activités connexes en tenant compte du statut des différents agents de constatation de ces infractions et des différentes situations (rédaction et validation des imprimées, composition des dossiers d'infractions, transmission des dossiers d'infractions etc...)
 - Gestion des mesures conservatoires prises dans le cadre de la constatation des infractions de la pêche industrielle, artisanale et des activités connexes à la pêche (saisies conservatoires, procédures d'arraisonnement, caution etc...)
 - Conception et procédures de fonctionnement de l'ensemble du dispositif relatif aux procédures transactionnelles tant au niveau de la pêche industrielle, et artisanale que des activités connexes en proposant un dispositif spécifique du traitement des dossiers d'infractions commises au niveau de la pêche artisanale et des activités connexes à la pêche.

- En tenant compte des dispositions du Code de Procédure Pénale Guinéen, proposer les meilleures procédures et actions à entreprendre pour assurer un traitement efficace et transparent des dossiers d'infractions relatifs à la pêche industrielle, artisanale et aux activités connexes transmis aux tribunaux compétents.
- e. En tenant compte des dispositions du Code des pêches maritimes ,identifier et proposer les différents paramètres pouvant servir à la fixation des montants des amendes et des sanctions (proportionnées) pour un souci d'harmonisation des sanctions et d'efficacité tant au niveau de la pêche industrielle et artisanale que des activités connexes.
 - f. Proposer la mise en place de procédures et règles transparentes pour la gestion et le suivi des décisions de jugement sur les points relatifs aux sanctions, au recouvrement des amendes et à la destination des biens saisis tant au niveau de la pêche Industrielle et artisanale que des activités connexes.
 - g. proposer une grille de répartition du produit des sanctions et du montant des amendes tant au niveau de la pêche industrielle et artisanale que pour les activités connexes. Cette grille de répartition doit prendre en considération les besoins en financement des différents intervenants dans le système SCS.
 - h. Identifier les besoins et élaborer un plan et programme de formation des différents intervenants sur les nouvelles procédures de traitement des infractions.
 - i. Proposer un plan de publication détaillé des infractions, des sanctions et des amendes tant au niveau de la pêche industrielle et artisanale que des activités connexes. Ces publications doivent apparaître dans le site web du MPAEM ainsi qu'au niveau de la presse publique et privée.

Pour la réalisation de cette mission le contractant devra identifier et consulter l'ensemble des administrations, structures, Institutions, organisations professionnelles, ONG impliqués directement ou indirectement dans le traitement des infractions de la pêche.

5. Les Résultats attendus

Les résultats attendus de l'activité sont :

- Une étude diagnostic synthétique du dispositif de Suivi Contrôle et Surveillance guinéen est disponible ;
- Une étude diagnostic approfondie de l'environnement juridique et judiciaire nécessaire en Guinée pour combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée est réalisée tant sur les aspects nationaux qu'internationaux ;
- Le cadre juridique de la lutte contre la pêche INN est renforcé notamment par la mise à disposition de projets de textes réglementaires complémentaires et modificatifs et leur mise en œuvre planifiée dans le cadre d'un plan d'action ;
- Le cadre réglementaire et institutionnel de la surveillance participative est défini et les projets de textes réglementaires nécessaires sont disponibles ;
- Les actions des agents de surveillance des pêches des autorités guinéennes s'effectuent dans un cadre règlementaire renforcé et sécurisé.
- Une analyse du dispositif juridique et procédural actuel est réalisée en matière de traitement des infractions.
- Des propositions de meilleures procédures de traitement des infractions de pêche tant au niveau de la pêche industrielle et artisanale que des activités connexes sont réalisées.

- Les supports de l'ensemble des procédures nécessaires au traitement des infractions sont disponibles et un manuel de procédures rédigé.
- Des projets d'amendements du Code des pêches maritime, des projets de textes réglementaires d'application nécessaire au traitement des infractions sont disponibles.
- Un programme de formation relatif aux nouvelles procédures est élaboré
- Le plan de publication des sanctions relatives aux infractions de la pêche est disponible.
- Un atelier de présentation et de validation est réalisé au bénéfice des autorités guinéennes

6. Qualifications et expériences requises

Les 2 experts proposés par la firme doivent disposer des qualifications croisées suivantes :

- L'expert en suivi, contrôle et surveillance des pêches (SCS) devra notamment avoir les qualifications suivantes :
 - Etre titulaire d'un diplôme universitaire en sciences halieutiques ou un ingénieur halieute de niveau BAC +5 ; ou être un Officier de marine ou de marine marchande ;
 - Disposer d'une expérience opérationnelle minimale de 10 ans dans le domaine du suivi-contrôle-surveillance des pêches (industrielles et artisanales)
 - Disposer de réelles connaissances techniques sur les lois et règlements relatifs à la pêche maritime, à la surveillance des pêches et à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), dans un des pays de la sous-région ouest africaine ;
 - Disposer de réelles connaissances des instruments internationaux en matière de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et dans leur mise en œuvre
 - Disposer d'une expérience en matière de mise en œuvre de dispositif de surveillance participative et plus particulièrement dans le contexte de la cogestion.
- L'expert en matière juridique devra notamment avoir les qualifications suivantes :
 - Etre titulaire d'un diplôme Universitaire (seconde cycle au moins) dans les domaines suivants :
 - ✓ Droit des activités maritimes ;
 - ✓ Droit pénal appliqué au secteur des pêches ;
 - ✓ Droit de la mer ou des domaines juridiques connexes.
 - Disposer d'une bonne connaissance en matière de gestion et de conservation des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest.
 - Posséder une expérience sous régionale dans le domaine du SCS ou expérience similaire
 - Disposer d'expériences avérées dans la rédaction de codes de la pêche maritime et de textes réglementaires techniques relatifs aux dispositifs de Suivi, contrôle et surveillance ;
 - Disposer de réelles connaissances en matière de surveillance et de gestion des procédures de constatation d'infractions à la pêche ;
 - Disposer de connaissance en matière de cogestion dans le contexte de la pêche artisanale.

Pour les 2 experts, une bonne maîtrise de la langue française et de réelles capacités d'expression et de rédaction sont nécessaires.

Une connaissance de l'environnement SCS en Guinée constitue un atout.

7. Durée de la mission

La durée maximale d'intervention des deux experts est évaluée à 65 hommes / jour. Dans sa proposition, le consultant proposera une répartition de cette enveloppe entre les deux experts.

Les délais fixés pour la mise en œuvre de l'intervention sont fixés de commun accord avec le contractant pour une prestation dont la durée ne devra pas excéder 6 mois entre son démarrage et la soumission du projet de rapport final.

Le consultant doit proposer un planning détaillé d'exécution de sa mission.

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet PRAO-GN, le Consultant retenu travaillera en étroite collaboration, avec :

- les membres de l'Unité de Gestion du PRAO-GN ;
- les Directeurs des Administrations concernées, les Chefs de service et les points focaux du PRAO-GN des directions techniques partenaires au PRAO-GN.

Ces partenaires mettront à la disposition du Consultant toutes les informations et les contacts disponibles nécessaires à l'accomplissement de la mission.

8. Les livrables

Une liste, non exhaustive des livrables à fournir lors de la mise en œuvre du projet est présentée dans le tableau ci-après. Le consultant pourra la compléter éventuellement et ce, conformément à sa méthodologie de travail proposée.

Phase	N° Livrable	Activités à effectuer	Intitulé du livrable
Phase 1 Préparation	L1	Etudes des documents, préparation de la mission et rédaction de la méthodologie de travail proposé	Projet de rapport initial
Phase 2 Mission de terrain	L2	Réunions et missions de terrain	Validation du rapport initial et Présentation des premiers résultats de la mission
Phase 3 Rédaction	L3	Rédaction du rapport intermédiaire	Rapport intermédiaire
Phase 4 Atelier de restitution et de validation	L4	Préparation et appui technique de l'Atelier	
Phase 5 Rédaction du rapport final	L5		Projet de rapport final

Tous les livrables seront fournis en langue française. Ils ne seront considérés réceptionnés que s'ils sont validés et approuvés. La validation des livrables établis par le Consultant interviendra dans un délai de trente (30) jours ouvrables au maximum à partir de leur remise.

9. Mode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection basée sur la Qualification des Consultants, conformément aux Directives pour la sélection et l'emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011 révisé en juillet 2014.

L'Unité de Gestion du Projet du PRAO-Guinée agissant pour le compte du Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime invite les candidats admissibles (firmes) à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants (firmes ou cabinets) intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les consultants (firmes) intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence aux adresses mentionnées ci-dessous ***du lundi au jeudi de 9 heures à 16 heures GMT et vendredi de 9 heures à 13 heures GMT.***

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le ***27 Mars 2017 à 16 h*** : Quartier Tombo, Immeuble rouge, Aly HOTAIT, Commune de Kaloum, Téléphone: 657 42 42 42/621 00 48 24- ***Email : syllasalim@hotmail.com / youssoufh@yahoo.fr***

Le dossier de candidature doit être présenté en français et doit porter la mention : « ***Services de Consultant pour l'Appui juridique aux Activités de Suivi, de Contrôle et de Surveillance*** ».

Fait à Conakry, le 07 Mars 2017

Youssof Hawa CAMARA
Coordonnateur du PRAO-GUINEE